



✓ AMBASSADE DE SUISSE
EN INDONÉSIE

DJAKARTA, le 5 décembre 1967

Djalan Merak 23
Téléphone: O.G. 47921 & 47922
Heures de réception 9-12 h

Réf.:

Monsieur le Conseiller fédéral
Willy S p ü h l e r
Chef du Département politique fédéral

B e r n e

Rapport Politique No 13

Difficultés de la
stabilisation

en					en
ENT					
V					J
LFD	20. JAN. 1969				
Ref p.A. 21.31. Djakarta					

Monsieur le Conseiller fédéral,

De retour à Djakarta après trois mois d'absence, je dois malheureusement constater que, contrairement à ce que l'on espérait, la situation du pays ne s'est pas entre-temps nettement améliorée. Alors qu'il y a un an c'était l'instabilité politique qui influençait défavorablement l'économie, aujourd'hui c'est l'inverse. La situation alimentaire notamment s'est détériorée; elle est devenue catastrophique, aux yeux de beaucoup. Le riz, qui est l'aliment de base depuis quelques décennies, coûtait 17 roupies à la mi-août; il est vendu maintenant à 35 rps. Le dollar USA qui était coté au marché noir à la même époque à 182 rps. vaut actuellement 210 rps. et même 230 contre billets.

Ainsi donc l'amélioration tant souhaitée se fait encore attendre et le mécontentement contre les autorités apparait de plus en plus ouvertement. Des mesures impopulaires, critiquées même au sein du Cabinet, ont été prises par le Président qui a fait interdire les démonstrations (si utiles!) d'étudiants et museler certains organes de la presse. Le

./.

Dodis



Président est toutefois obligé de recevoir les étudiants qui ont, malgré tout, marqué plusieurs points (suspension des relations diplomatiques avec Pékin, renvoi du Ministre de l'Education, rejet du projet de loi électorale) et il est ainsi tenu au courant des doléances du peuple. Les étudiants mettent maintenant une fois de plus l'accent sur la nécessité de combattre la corruption, en éliminant les ministres et hauts fonctionnaires compromis, et de réorganiser de fond en comble l'administration sans cependant discréditer le Président. D'autre part, la lourde armature militaire, les manifestations de force, la présence de généraux, de colonels et de soldats dans tous les secteurs de la vie politique et économique, et souvent leur manque de tact, ne laissent pas d'être parfois irritants. Pourtant on ne peut parler de dictature ou de militarisme, a dit récemment le Ministre de l'Information.....

Le premier souci de l'heure reste donc toujours l'économie. Les 200 millions de dollars qui ont été accordés par les pays créanciers pour 1967 ne semblent pas avoir permis au pays de se rétablir. Les exportations ont fléchi depuis le mois d'août. Il est vrai que la récente réunion d'Amsterdam permet d'espérer que de nouveaux crédits seront fournis en 1968. On a craint tout d'abord que cette conférence n'ait eu lieu au moment le plus inopportun, soit celui de la dévaluation de la livre sterling et de la mauvaise récolte de riz. Mais ces fâcheux événements ne semblent pas avoir effrayé les participants et ne les ont pas incités à lâcher l'Indonésie. La promesse des crédits a déjà freiné le mouvement de hausse et des arrivages de riz sont annoncés. La panique de ces dernières semaines a été aussi certainement alimentée par la spéculation et les agissements troubles de certains personnages. On en attribue aussi la faute bien sûr à des

- 3 -

communistes. Le riz est un produit politique! C'est un fait également que les Chinois qui tenaient autrefois en mains l'économie ne doivent guère être tentés de venir en aide au Gouvernement dans les circonstances actuelles de suspicion à l'égard de toute personne de leur race. Cependant le Gouvernement, ce qui est regrettable, n'a pas su encore s'imposer par des mesures adéquates et tempestives. On continue à sentir le manque d'une direction ferme et les hommes au pouvoir n'ont pas acquis les principes d'organisation qui font défaut à ce pays. Ils n'ont au surplus pas d'idées claires sur la valeur des chiffres. On tâche toujours de résoudre les problèmes à l'indonésienne et pour des raisons de politique intérieure certains experts compétents ne peuvent se voir confier les dicastères où ils pourraient faire valoir des qualités utiles. Il est vrai que le pays a hérité du lourd appareil bureaucratique hollandais qui, dans les mains indonésiennes, ne joue pas facilement.

Ayant quelque peu perdu la face par un excès de retenue inhérent à sa nature, le Président Soeharto a légèrement remanié son ministère en octobre. Trois ministres impopulaires ont été éliminés en raison de leur activité antérieure ou de leur corruption. (D'autres auraient dû l'être, selon les étudiants!) Un grand balayage est annoncé par le Procureur général de la République qui en a été chargé par le Président. Mais où cette répression s'arrêtera-t-elle puisqu'on chuchote que les plus puissants acceptent des "cadeaux"?

La tâche du Cabinet est lourde sur les trois fronts de l'économie, de la réforme des mœurs et de la lutte contre les éléments subversifs qui sont toujours latents. Ils profitent de la stagnation actuelle pour réorganiser leurs forces. A Sumatra, et dans l'est de Java des mesures ont été prises pour annihiler ce qui subsiste du parti communiste (PKI).

- 4 -

A Bornéo la situation est également tendue. Des membres du PGRS (Sarawak people's guerillas) sillonnent la région au nord-est de Pontianak et l'armée s'efforce de les contrôler. En outre, les Dayaks, peuplade primitive non évoluée, s'en sont pris aux Chinois de la zone (il s'agit, chose curieuse, de paysans qui y sont établis depuis trois siècles et non de commerçants comme dans le reste du pays). 50.000 Chinois ont fui et ont été rassemblés dans des camps, déstitués de tout. Les Eglises ont alerté la Croix-Rouge indonésienne, mais les autorités ne semblent pas vouloir dramatiser leur sort car, dans la lutte contre les Chinois, elles ont tendance, ce qui est tragique, à dire que tout est dans l'ordre.... Un délégué de la Mission de Bâle qui revient de Pontianak a fait cependant rapport à son siège central. Fort heureusement les 150.000 Chinois qui habitent la côte ouest de Bornéo viennent en aide aux réfugiés et ne les laissent pas mourir de faim.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne le communisme, le danger n'est pas encore grand. On ne pense pas qu'il pourra regrouper ses forces de façon menaçante avant 1970. Soekarno paraît définitivement éliminé malgré la présence de nombreux sympathisants et aucune autre figure n'a apparu dans l'opposition. Si la situation économique ne se détériore pas davantage, on ne prévoit pas la possibilité d'une révolte ou d'un bouleversement politique en dépit du mécontentement des masses populaires. Le peuple n'a pas d'armes et l'armée, malgré certaines divisions, est toujours fort puissante. Toutefois, le communisme, je le répète, est toujours une menace latente. Du reste la Pravda, le 25 septembre, aurait même annoncé que le mouvement poursuivait maintenant son activité de façon souterraine et que 77 chefs du PKI étaient cachés à Djakarta. De son côté le Parti nationalis (PNI) a

./.

- 5 -

accueilli des marxistes. Le Gouvernement doit donc tenir les yeux ouverts.

Un autre élément de préoccupation qui a surgi récemment est celui de conflits entre les factions religieuses. Les musulmans s'en sont pris à des églises chrétiennes aux Célèbes. Le Gouvernement a réagi rapidement pour remettre de l'ordre et le Président Soeharto a fermement déclaré que les dissensions ne devaient pas commencer sur ce front. Très religieux lui-même, il tient à la tolérance religieuse réciproque. Malgré tout le mal qu'a pu faire Soekarno, il faut reconnaître que la meilleure harmonie régnait de son temps entre les divers groupes, Musulmans, Protestants, Catholiques, Hindouistes, Buddhistes. Il ne faut donc pas qu'un nouveau problème se crée maintenant. Il semble que les divergences récentes aient été le fait d'exaltés musulmans et peut-être aussi de communistes désireux de semer le trouble. Une conférence convoquée par les autorités s'est terminée il y a quelques jours. Un Conseil consultatif entre les divers groupes religieux a été fondé. Il est appelé à aider le Gouvernement à résoudre les problèmes qui se présenteront.

En dépit de certains aspects négatifs du tableau qui précède, il y a des points positifs et notamment la présence de personnes intègres et dévouées à la tâche et d'une jeunesse attentive et animée de justes idéaux qui veulent sauver leur pays. Il est clair que les Occidentaux ont tout intérêt à ce que le Président Soeharto puisse se tirer d'affaire et on peut certainement lui faire confiance. Il faut, comme il l'a dit, laisser au pays le temps de sortir d'une situation encore tributaire du lourd héritage reçu. Les Américains, les Français, les Belges sont optimistes sur les plans économique et technique. Un Conseiller financier du Sultan Hamengku Buwono IX, ministre de l'économie, m'a dit qu'il était submergé d'offres

- 6 -

et de demandes de renseignements de l'étranger à la suite de la Conférence sur les investissements privés organisée par "Time and Life" à Genève au début de novembre. En outre le Gouvernement cherche à se dégager d'engagements non productifs en restituant certains biens nationalisés à leurs anciens propriétaires et en abolissant les entreprises d'Etat commerciales dont le rendement est déficitaire. Cependant l'aide étrangère reste évidemment encore indispensable. La situation sera-t-elle assainie en 1970 comme les milieux gouvernementaux l'espèrent? C'est à souhaiter, mais il faudra arriver à augmenter la production et les exportations de façon suffisante en tenant compte que la population croit de 2 à 3 millions par an dont 1,5 millions à Java seulement!

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse

J. Revillon